

*Périodiques non canadiens*

En l'occurrence, il y a lieu de se demander pourquoi on nous a présenté ce bill. Il ne s'agissait sûrement pas de pressions sur le gouvernement de la part de l'ensemble des Canadiens, car nous ne serions pas submergés de protestations de tout le pays. Aussi faut-il chercher ailleurs ce qui a poussé le ministre à présenter le bill à l'étude ou se demander si le ministre ou le gouvernement n'en retire pas un certain avantage. Le ministre ou le gouvernement sont suspects s'ils font maintenant étudier cette mesure dans sa forme actuelle. Je défie le ministre ou le premier ministre (M. Trudeau) de dire aux Canadiens qui les pousse ou incite le gouvernement à proposer cette mesure déplaisante.

Au fil des années, les maisons d'édition touchées se sont révélées de bons citoyens, mais, tout d'un coup, le gouvernement actuel leur dit qu'on ne veut plus d'elles au Canada aux termes des règlements actuels. L'Angleterre a eu des liens étroits avec le Canada et a été bonne envers nous et continuera dans le même sens si nous, Canadiens, la traitons avec courtoisie. Allons-nous dire à un de ses citoyens: «Nous ne vous aimons plus; nous ne voulons plus de vous ici; veuillez rentrer chez vous»? Même chose pour les États-Unis. Je suis aussi pro-canadien que tout autre député, mais laissez-moi vous dire, monsieur l'Orateur, que d'être pro-canadien ne signifie pas que je suis anti-britannique ou anti-américain; pas plus qu'il n'est nécessaire pour quiconque d'avoir une attitude négative envers eux.

Nous avons entendu le ministre des Finances (M. Turner) nous répéter à la Chambre qu'il nous faut des devises étrangères pour garder notre économie saine. Le ministre a déclaré qu'il nous faudra entre 4 et 5 milliards de dollars cette année pour combler notre déficit de paiements. Des prêts de 500 millions de dollars à la Russie ne résoudront pas ce problème. Si j'ai jamais vu un gouvernement rétrograder, nous l'avons vu dans cette trentième Législature. Pourquoi le gouvernement ne peut-il pas prendre une attitude positive?

Les situations comme celle à laquelle nous faisons actuellement face dans le cas du *Reader's Digest*, du *Time* et de l'*Advocate* de Red Deer sont créées par le gouvernement. Je mentionne l'*Advocate* parce que c'est le seul quotidien en cause. C'est une bonne publication dirigée par des Canadiens au profit des Canadiens. Cette compagnie a dépensé deux millions de dollars au Canada, dont une grande partie dans la région de Red Deer. Elle a mis ses installations à la disposition de journaux des environs. On a besoin des mêmes installations dans la vallée du Fraser. Je ne parviens pas à comprendre pourquoi diable le gouvernement actuel veut ainsi traiter un bon citoyen. Pourquoi ne pas essayer à la Chambre de résoudre certaines difficultés qui existent au lieu d'en inventer de nouvelles?

● (2100)

Il ne serait certes pas à notre avantage de demeurer associés à ces éditeurs, comme nous l'avons été pendant bien des années. Si le gouvernement veut changer les règles du jeu pour de nouvelles entreprises, parfait. Mais pourquoi changer maintenant les règles pour ceux qui ont prouvé qu'ils étaient de bons citoyens? C'est comme si le service d'immigration disait à quelqu'un d'un autre pays qui n'a pas été naturalisé mais a vécu ici pendant des années de se livrer à un exercice forcé chaque jour de la semaine ou deux fois le dimanche ou de ramasser ses petits et de rentrer chez-lui. Si une telle chose arrivait,

[M. Towers.]

beaucoup crieraient à la discrimination. Mais est-ce qui se passe dans ce cas-ci? Jamais de la vie, monsieur l'Orateur.

Si nous disons à ces gens de faire leurs valises de rentrer chez-eux, rien ne nous garantit qu'une publication canadienne les remplacera. Un bon nombre d'entre nous se souviennent de l'époque où le magazine *Maclean* avait beaucoup plus d'importance au Canada qu'il n'en a aujourd'hui. A une certaine époque, on utilisait ses articles dans les cours de sciences sociales, mais par la suite il a perdu cette importance qu'il avait dans la société canadienne. Certaines gens semblent penser qu'on accorde au *Reader's Digest* et au *Time* certains privilèges fiscaux qu'on n'accorde pas au *Maclean*; mais il faut bien se rendre compte que les mêmes règles s'appliquent à tous les trois. Je n'ai jamais cru qu'on pouvait fortifier le faible en affaiblissant le fort. Ne nous laissons donc pas aveugler par un faux raisonnement.

Je reconnais que le *Maclean* n'est pas le seul magazine dans ce cas, mais je le prends seulement à titre d'exemple. A mon avis, ce magazine a périclité sans doute à cause de deux facteurs; premièrement, l'augmentation des frais d'affranchissement imposée par le gouvernement fédéral il y a quelques années; et, deuxièmement, les décisions prises par la direction de ce magazine de ne pas publier d'articles intéressant le Canadien moyen. Malheureusement, le *Reader's Digest* et le *Time* ont survécu malgré ces obstacles et c'est pourquoi aujourd'hui tant de Canadiens les apprécient et comptent sur nous pour pouvoir encore les obtenir tels qu'ils sont publiés actuellement.

Si j'ai bien compris, ces deux magazines continueront à être offerts aux Canadiens quel que soit le sort de ce bill, mais sous quelle forme? Tout d'abord, des centaines de Canadiens vont perdre leur emploi; ensuite, le nombre d'articles canadiens va diminuer et les postes vont y perdre des millions de dollars de recettes. Je crois que le ministre des Postes (M. Mackasey) doit avoir son mot à dire. En outre, l'argent des abonnements ira aux États-Unis et y restera.

Une autre chose qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'en raison de notre faible densité démographique il y a des choses que nous n'avons pas encore parce qu'elles coûtent trop cher et qui existent par contre aux États-Unis. Je fais allusion aux imprimés que reçoivent les cours de catéchisme et les églises du Canada. Il ne fait aucun doute qu'avec l'accroissement de notre population cette situation changera et que nous pourrions répondre nous-mêmes à nos besoins, mais en attendant pourquoi ne pas profiter du service qu'on nous offre? Le ministre qui parraine ce bill ne pourrait-il laisser tomber son attitude arrogante, opposée aux concessions et prêter une oreille à son public canadien? S'il n'est pas prêt à le faire, j'espère que les députés d'en face se révolteront et continueront à débattre de cette question jusqu'à ce que, comme l'a dit le député de Cochrane, le leader de la Chambre retire le bill et le relègue aux oubliettes.

Cette question est trop importante pour être limitée à un débat de politique de clocher. C'est le bien-être social des Canadiens qui est en jeu ici. Le ministre est certainement assez courageux pour se lever et admettre qu'il a fait une erreur en présentant ce projet de loi et pour le retirer. S'il le faisait, il en sortirait grandi aux yeux du public canadien. Mais s'il ne le fait pas, il s'expose à en subir les conséquences. Il devrait alors être renvoyé du cabinet. Je lui ferai remarquer que d'autres ministres ont perdu leur portefeuille pour moins que cela, et que s'il maintient dur comme fer sa position sur ce bill, je lui souhaite de n'avoir que ce qu'il mérite.